



POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU LUNDI 10 JANVIER 2022 – 16H00

DELIBERATION N° 7

OBJET :

DELEGATION DU CONSEIL METROPOLITAIN DU POLE METROPOLITAIN AU BUREAU

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 3 janvier 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **31 JAN. 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **26 JAN. 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Etaient présents :

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. David LISNARD

M. Christophe FIORENTINO

M. Richard GALY

M. Lionel LUCA

M. Pierre CORPORANDY

M. Sébastien LEROY

Etaient représentés :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA

M. Charles Ange GINESY par M. Jean-Paul DAVID

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

M. Kévin LUCIANO par M. Frédéric POMA

M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES

Etaient absents :

M. Eric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRITSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Sébastien LEROY est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, M. Frédéric POMA et M. Richard GALY sont désignés en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, prend la parole.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 2122-18, L. 2122-22, L. 2122-23, L. 5211-2, L. 5211-10, L. 5711-1 et L. 5731-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle métropolitain ;

VU les nouveaux statuts du Pôle métropolitain CAP Azur ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 1 du 25 janvier 2019 portant élection du Président du Pôle métropolitain ;

VU les délibérations du Conseil métropolitain n° 4 et n° 5 du 25 janvier 2019 portant respectivement composition du Bureau du Pôle métropolitain et élection de ses membres ;

VU la délibération du Conseil métropolitain n° 6 du 25 janvier 2019 portant délégation du Conseil métropolitain du Pôle métropolitain au Président ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain CAP Azur est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévues à l'article L. 5711-1 dudit code, qui rend applicables, aux syndicats mixtes fermés, les dispositions des chapitres I et II du Titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du présent code, dont l'article L. 5211-10 ;

CONSIDERANT que le Bureau métropolitain peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- de la délégation de la gestion d'un service public ;
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ;

CONSIDERANT que, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du Conseil métropolitain ;

CONSIDERANT que les dispositions du chapitre II du Titre 2 du Livre I de la 2^{ème} partie du C.G.C.T. relatives au maire et aux adjoints sont applicables au Président et membres du bureau des syndicats mixtes fermés ;

CONSIDERANT que l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur peut, ainsi, déléguer librement ses attributions au Bureau, dans tous domaines autres que les sept sus énoncés ;

CONSIDERANT qu'afin d'optimiser le fonctionnement et la bonne administration des affaires du Pôle métropolitain, il est proposé de transposer une partie des dispositions de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. ;

CONSIDERANT la délibération n° 6 du 25 janvier 2019 par laquelle le Conseil métropolitain a donné délégation au Président ;

CONSIDERANT qu'il est proposé de déléguer au Bureau métropolitain, pour la durée de son mandat et à l'exception des domaines énoncés dans l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., les compétences ci-dessous énumérées, en complément des délégations attribuées au Président tels qu'énumérées ci-dessus ;

En conséquence, il est proposé au Conseil métropolitain de :

- DELEGUER au Bureau métropolitain, à l'exception des dispositions énoncées dans l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et en complément des délégations attribuées au Président, pour exercer l'ensemble des compétences suivantes :
 - Accorder les garanties d'emprunts, cautions et autres crédits-bails au nom du Pôle métropolitain ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services, à procédure formalisée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant supérieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Prendre toutes les décisions en matière de subventions à recevoir ou à accorder par le Pôle métropolitain ainsi que toutes les démarches administratives et financières à mener (réponse aux appels à projets, etc.) ;
 - Accorder les fonds de concours aux membres du Pôle métropolitain ;
 - Décider l'adhésion à des organismes, sauf à des établissements publics, et accepter le paiement des cotisations correspondantes ;
 - Autoriser à signer et à déposer les demandes d'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol, notamment les permis de construire, de démolir, d'aménager, les déclarations préalables, toutes autres autorisations et actes d'urbanisme ;
 - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services métropolitains ;
 - Procéder aux acquisitions et cessions foncières n'excédant pas un montant de 15 000 € ainsi qu'effectuer toutes les démarches préalables qui en découlent ;

- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Pôle métropolitain à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
 - Exercer, au nom du Pôle métropolitain, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que celui-ci en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du C.G.C.T. ;
 - Exercer au nom du Pôle métropolitain, dans les secteurs déclarés d'intérêt métropolitain, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- DIRE QUE le Président rendra compte des travaux du Bureau métropolitain, exercés par délégation, lors de chacune des réunions de l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur.

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- DE DELEGUER au Bureau métropolitain, à l'exception des dispositions énoncées dans l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et en complément des délégations attribuées au Président, pour exercer l'ensemble des compétences suivantes :
 - Accorder les garanties d'emprunts, cautions et autres crédits-bails au nom du Pôle métropolitain ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services, à procédure formalisée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant supérieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Prendre toutes les décisions en matière de subventions à recevoir ou à accorder par le Pôle métropolitain ainsi que toutes les démarches administratives et financières à mener (réponse aux appels à projets, etc.) ;
 - Accorder les fonds de concours aux membres du Pôle métropolitain ;
 - Décider l'adhésion à des organismes, sauf à des établissements publics, et accepter le paiement des cotisations correspondantes ;
 - Autoriser à signer et à déposer les demandes d'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol, notamment les permis de construire, de démolir, d'aménager, les déclarations préalables, toutes autres autorisations et actes d'urbanisme ;
 - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services métropolitains ;
 - Procéder aux acquisitions et cessions foncières n'excédant pas un montant de 15 000 € ainsi qu'effectuer toutes les démarches préalables qui en découlent ;

- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Pôle métropolitain à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
 - Exercer, au nom du Pôle métropolitain, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que celui-ci en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du C.G.C.T. ;
 - Exercer au nom du Pôle métropolitain, dans les secteurs déclarés d'intérêt métropolitain, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- DIRE QUE le Président rendra compte des travaux du Bureau métropolitain, exercés par délégation, lors de chacune des réunions de l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 janvier 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

